



Corporation Commerciale Canadienne

Rapport financier trimestriel (non vérifié)

**Pour les périodes de trois et neuf mois terminées
le 31 décembre 2013**

Commentaires et analyse de la direction

Aperçu

La Corporation commerciale canadienne (CCC) a été fondée en 1946 en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (« la *Loi* ») Elle a pour mandat général de contribuer à l'expansion du commerce du Canada en aidant les exportateurs canadiens à accéder aux marchés étrangers, et les acheteurs étrangers, à se procurer des marchandises du Canada. La *Loi* confère également à la Corporation un certain nombre de pouvoirs, y compris la capacité d'effectuer l'exportation de marchandises ou de denrées du Canada, en qualité de mandant ou de mandataire, selon les modalités et dans la mesure qu'elle juge utiles. Par conséquent, la CCC négocie et exécute des accords d'approvisionnement bilatéraux de gouvernement à gouvernement, facilitant ainsi des transactions à l'exportation pour le compte des exportateurs canadiens.

Nature des activités et contexte opérationnel

Dans le contexte mondial actuel de faible rendement et d'incertitude économiques, les entreprises canadiennes continuent de faire face à une conjoncture marquée par des changements profonds dans certains secteurs clés de l'industrie. Pour la CCC, ces changements se traduisent par une réduction du volume de contrats dans le cadre de l'Accord sur le partage de la production de défense (APPD). La Corporation joue par ailleurs un rôle important dans la promotion des capacités canadiennes et dans l'accroissement des exportations ailleurs qu'aux États-Unis et dans les marchés de l'APPD. Elle œuvre de concert avec son bassin d'exportateurs dans les marchés mondiaux de la défense et de la sécurité, pour faire valoir les approvisionnements canadiens et américains des secteurs de la sécurité et de la défense qui sont prêts pour l'exportation, et ouvrir de nouveaux marchés dans les pays alliés. La stratégie qu'elle a élaborée, fondée sur ses secteurs d'activité : son secteur d'activité lié à l'APPD, son secteur d'activité lié à la défense et à la sécurité mondiale (DSM) et son secteur d'activité lié aux affaires commerciales internationales (ACI), continue de s'avérer efficace, comme en témoignent la hausse des ventes des exportateurs du pays et la création d'emplois pour les Canadiens. Qui plus est, la Corporation atteint ces résultats tout en veillant à sa rentabilité.

Faits saillants financiers

Les résultats d'exploitation nets et le résultat global total pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013 se sont soldés par un déficit de 234 000 \$, comparativement à un excédent de 632 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. La diminution de 0,9 million de dollars est le résultat d'une baisse des charges totales de 1,1 million de dollars compensée par une diminution des produits de 2,0 million de dollars. Les crédits parlementaires sont demeurés au même niveau que pour la même période de l'exercice précédent. La baisse des produits de 2,0 millions de dollars était attribuable à une baisse de 2,2 millions de dollars liée aux frais de service compensée par une augmentation de 0,2 million de dollars des autres produits. La

diminution des frais de service d'une période à l'autre est principalement attribuable à un contrat important signé et exécuté en entier pendant la période de trois mois se terminant le 31 décembre 2012, ce qui représentait des frais réalisés d'une manière abrégée et accélérée pendant la même période de l'exercice précédent.

La CCC continue à exercer un contrôle sur ses dépenses, qui ont baissé de 1,1 million de dollars, en tenant compte de ses revenus et en respectant l'esprit des mesures d'économies du gouvernement du Canada établies dans le budget de 2012.

Les résultats d'exploitation nets et le résultat global total pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013 se sont soldés par un déficit de 186 000 \$, comparativement à un excédent de 1,5 million de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012. La diminution de 1,7 million de dollars est le résultat de la baisse des produits de 2,3 million de dollars et de la baisse des charges totales de 0,6 million de dollars. La diminution totale des produits découle de la baisse des frais de service mentionnée précédemment.

Pour l'exercice qui prendra fin le 31 mars 2014, les opérations commerciales et les opérations relatives à l'approvisionnement devraient totaliser ensemble 1,62 milliard de dollars, ce qui est inférieur de 638,7 millions de dollars ou de 28 % à leur valeur enregistrée pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, et supérieur de 27,6 millions de dollars ou de 2 % à la valeur prévue dans le budget du Plan d'entreprise de 2013-2014. Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014, les frais de service devraient atteindre 13,7 million de dollars, ce qui est inférieur de 1,5 million de dollars ou de 10 % à leur valeur enregistrée pour l'exercice terminé le 31 mars 2013 et supérieur de 2,2 millions de dollars ou de 19 % à leur valeur prévue dans le budget du Plan d'entreprise de 2013-2014. Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014, la Corporation prévoit un excédent opérationnel de 1,7 million de dollars, comparativement à un excédent opérationnel de 1,3 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2013. Cet excédent constitue une amélioration de 3,1 millions de dollars par rapport à la valeur prévue dans le budget du Plan d'entreprise de 2013-2014.

Vous trouverez ci-après une analyse détaillée des faits saillants financiers de la CCC pour 2013-2014 :

Analyse de l'État du résultat global

Tableau récapitulatif

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE		
	31 décembre 2013 (M\$)	31 décembre 2012 (M\$)	% Augmentation (diminution)	31 décembre 2013 (M\$)	31 décembre 2012 (M\$)	% Augmentation (diminution)
Produits :						
Opérations commerciales – contrats de maîtres d'œuvre	412,9 \$	532,4 \$	(22 %)	1 134,7 \$	1 804,8 \$	(37 %)
Coût des opérations commerciales – contrats de maître d'œuvre	(412,9)	(532,4)	22 %	(1 134,7)	(1 804,8)	37 %
Frais de service	2,8	5,1	(45 %)	8,9	11,1	(20 %)
Autres produits	0,3	0,2	23 %	0,6	0,4	53 %
Total des produits	3,1	5,3	(42%)	9,5	11,5	(17 %)
Charges :						
Frais d'administration	7,2	7,7	(7 %)	21,4	22,5	(5 %)
Dépenses de remédiation des contrats	-	-	- %	-	-	- %
Total des charges	7,2	7,7	(7 %)	21,4	22,5	(5%)
Services d'approvisionnement international pour les clients gouvernementaux	5,9	3,5	68 %	36,5	12,7	188%
Coût des services d'approvisionnement international pour les clients gouvernementaux	(5,9)	(3,5)	(68 %)	(36,5)	(12,7)	(188 %)
Crédits parlementaires	3,9	3,9	- %	11,6	11,6	- %
Résultats d'exploitation nets et résultat global	(0,2) \$	1,5 \$	(112 %)	(0,2) \$	0.6 \$	(137 %)

Produits

Les produits sont composés des recettes découlant des opérations commerciales (OC) liées aux contrats de maître d'œuvre, des frais de service, des autres produits, des intérêts créditeurs nets et des gains (ou des pertes) de change, qui entraînent une augmentation ou une réduction des produits, le cas échéant. Il est important de souligner que les produits découlant des opérations commerciales liées aux contrats de maître d'œuvre sont entièrement compensés par les coûts de ces mêmes opérations. Après la réduction du coût

des opérations commerciales, les produits totaux pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013 se sont élevés à 9,5 millions de dollars, par rapport à 11,5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012, ce qui représente une diminution de 2,0 millions de dollars ou de 17 %. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, les produits totaux se sont établis à 3,1 millions de dollars, comparativement à 5,3 millions de dollars pour la période terminée le 31 décembre 2012, ce qui représente une baisse de 2,2 millions de dollars ou de 42 %.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, la valeur combinée des opérations commerciales lorsque la CCC agit à titre de maître d'œuvre et des opérations relatives aux services d'approvisionnement a été de 1 171,2 millions de dollars, comparativement à 1 817,5 million de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012, ce qui représente une diminution de 646,3 millions de dollars ou de 36 %. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, la valeur combinée des opérations commerciales et des opérations relatives aux services d'approvisionnement a été de 418,8 millions de dollars, comparativement à 535,9 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012, ce qui représente une baisse de 117,1 millions de dollars ou de 22 %.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, les opérations commerciales (OC) liées à l'APPD, de 860,3 millions de dollars, représentent 76 % des OC totales de la Corporation, et sont inférieures de 647,8 millions de dollars ou de 43 % aux OC au titre de l'APPD pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. On prévoit que la valeur des OC au titre de l'Accord sur le partage de la production de véhicules blindés légers (VBL) signé avec l'organisation des ventes militaires à l'étranger (VMA) du département de la Défense des États-Unis (DoD des États-Unis) en 2009-2010, évalué à 2,22 milliards de dollars. Ce contrat visant des VBL est le plus gros contrat jamais signé par la Corporation et il a contribué à la valeur très élevée des OC pendant les dernières années. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, la valeur des OC liées à l'APPD atteint 301,2 millions de dollars, ce qui est inférieur de 103,7 millions de dollars ou de 26 % à celles de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, la valeur des OC liées au secteur DSM, de 121,5 millions de dollars, représente 11 % des OC totales de la Corporation et sont supérieures de 76,0 millions de dollars ou de 167 % aux OC liées au secteur DSM pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, les OC liées au secteur DSM, de 55,0 millions de dollars, étaient supérieures de 39,9 millions de dollars ou de 264 % à celles de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, la valeur des OC liées au secteur ACI, de 152,9 millions de dollars, représente 13 % des OC totales de la Corporation, et est inférieure de 98,3 millions de dollars ou de 39 % à la valeur des OC liées au secteur de l'ACI pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Ces

OC totales liées au secteur ACI, d'une valeur de 152,9 millions de dollars, incluent 14,8 millions de dollars associés au Programme de contrats à Cuba. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, les OC totales liées au secteur ACI, de 56,7 millions de dollars, sont inférieures de 54,3 millions de dollars ou de 49 % à celles de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012.

En ce qui concerne les opérations relatives aux services d'approvisionnement, la Corporation agit à titre d'agent au nom d'une entité gouvernementale nationale ou étrangère, et non pas à titre de maître d'œuvre. Une proportion importante des activités dépend des besoins du MAECD et d'autres exigences du gouvernement du Canada, et la grande majorité des activités de prévisions est fondée sur la participation de la Corporation au Programme de partenariat mondial du MAECD, au Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité (PARCLC), au Fonds pour la paix et la sécurité mondiales et au Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes (PARCA). Les opérations relatives aux services d'approvisionnement englobent également les activités liées à un projet du DSM conclu en 2007, lorsque la CCC a conclu une entente pour agir à titre d'agent sur le plan de l'achat d'ensembles d'ailes et pour gérer le remplacement des ailes d'aéronefs norvégiens pour le compte de l'Aviation royale norvégienne.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, les opérations relatives aux services d'approvisionnement et les coûts de ces opérations, de 36,5 millions de dollars, étaient supérieurs de 23,8 millions de dollars ou de 188 % aux opérations relatives aux services d'approvisionnement et aux coûts de ces opérations pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, les opérations relatives aux services d'approvisionnement et les coûts de ces opérations, de 5,9 millions de dollars, étaient inférieurs de 11,2 millions de dollars ou de 65 % à ceux de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012.

La CCC n'impose pas de frais pour les opérations effectuées dans le secteur d'activité relatif à l'APPD, car ces opérations sont financées par des crédits parlementaires. Dans tous ses autres secteurs d'activité, la Corporation impose des frais qui correspondent habituellement à un pourcentage de la valeur des contrats. Ces frais sont considérés comme un produit lorsque les biens et les services sont livrés. Les frais de service se sont chiffrés à 8,9 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, comparativement à 11,1 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012, ce qui représente une baisse de 2,2 millions de dollars ou de 20 %. Les frais de service liés au secteur DSM, de 3,4 millions de dollars, comptent pour 38 % du total des frais de service et sont supérieurs de 1,4 million de dollars ou de 71 % aux frais de service liés au secteur DSM pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Les frais de service associés au secteur ACI, de 2,8 millions de dollars, comptent pour 32 % du total des frais de service et sont inférieurs de 3,5 millions de dollars ou de 55 % aux frais de service liés au secteur ACI pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. La baisse d'une période à l'autre des frais de service liés au secteur ACI est principalement attribuable à un contrat important signé et exécuté en entier pendant la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012,

ce qui représentait des frais réalisés d'une manière abrégée et accélérée pendant la période de l'année précédente. Les frais de service associés aux services d'approvisionnement et aux autres services (y compris les bureaux régionaux en Chine et l'entente de services partagés avec PPP Canada Inc.), de 2,7 million de dollars, comptent pour 30 % des frais de service totaux et sont de 0,2 million de dollars ou de 6 % inférieurs aux frais associés aux services d'approvisionnement pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, les frais de service se sont chiffrés à 2,8 millions de dollars, comparativement à 5,1 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012, ce qui représente une baisse de 2,3 millions de dollars ou de 45 %.

Les autres produits incluent : 1) les gains ou les pertes de change attribuables à l'affaiblissement ou à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les soldes de trésorerie en dollars américains à découvert; 2) les intérêts créditeurs sur les soldes de trésorerie de la Corporation; 3) les autres produits, qui découlent principalement des escomptes pour paiement hâtif et des virements aux exportateurs canadiens.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013 : 1) le gain de change de 0,3 million de dollars, découlant de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, a été plus élevé de 0,3 million de dollars que la perte de change de 15 000 \$ comptabilisée pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012; 2) les revenus d'intérêt de 0,2 million de dollars ont été de 0,1 million de dollars inférieurs aux intérêts créditeurs enregistrés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012, puisque les soldes de trésorerie ont été généralement inférieurs et 3) les autres produits, de 0,2 million de dollars, étaient identiques au résultat pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013 : 1) le gain de change de 0,2 million de dollars, découlant de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, a été plus élevé de 0,1 million de dollars que le gain de change de 0,1 million de dollars comptabilisé pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012; 2) les revenus d'intérêt étaient inférieurs de 41 000 \$ aux intérêts créditeurs enregistrés pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012 et 3) les autres produits, de 46 000 \$, étaient identiques au résultat pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012 puisque les exportateurs canadiens ont opté pour moins d'escomptes sur les paiements pendant l'exercice en cours.

Charges

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, les charges totales ont été de 21,4 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 1,1 million de dollars ou de 5 % par rapport à celles de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, les charges totales ont été de 7,2 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 0,5 million de dollars ou de 7 % par rapport à la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012. Pour la période

de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, la direction n'a engagé ou comptabilisé aucune dépense de remédiation de contrats, et elle reportera leur comptabilisation jusqu'à ce que des montants réels soient ou puissent être déterminés. Les frais d'administration sont payés principalement en dollars canadiens, et ne sont donc pas touchés par les fluctuations du taux de change. Ils incluent les charges suivantes :

- La rémunération du personnel et les charges connexes ont été de 14,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, soit supérieures de 0,1 million de dollars ou de 1 % à leur valeur comptabilisée pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, la rémunération du personnel et les charges connexes ont été de 4,7 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 0,3 million de dollars ou de 6 % par rapport à la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012. La hausse découle des hausses de salaires régulières négociées dans la convention collective et des augmentations annuelles d'échelon de rémunération. La rémunération du personnel et les charges connexes représentent environ 65 % des frais d'administration de la CCC.
- Les coûts engagés pour payer les services de gestion de contrats principaux de TPSGC aux termes de l'APPD qui ont été assumés au sein de la CCC ont été de 2,8 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, ce qui est de 0,3 million de dollars ou de 10 % inférieur à la valeur des coûts engagés pendant la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Les coûts des services de TPSGC, de 0,8 million de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013 ont été de 0,2 million de dollars ou de 17 % inférieurs aux coûts engagés pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012.
- Les loyers et les dépenses connexes, de 1,7 million de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013 ont été de 0,1 million de dollars ou de 4 % inférieurs à ceux comptabilisés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, les loyers et les dépenses connexes ont été de 0,6 million de dollars, ce qui représente une augmentation de 44 000 \$ ou de 8 % par rapport à la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012.
- Les frais de déplacement et d'accueil ont totalisé 1,1 million de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, ce qui représente une diminution de 0,2 million de dollars, ou de 13 %, par rapport à la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, les frais de déplacement et d'accueil ont totalisé 0,5 million de dollars, soit le même montant que pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012. Les frais de déplacement et d'accueil sont engagés principalement pour mener des activités de développement des affaires au profit des exportateurs canadiens désireux de cerner et de saisir des occasions de projets en Colombie, au Pérou et au Moyen-Orient, et pour gérer les projets une fois que les contrats sont signés et en vigueur.

- Les honoraires des consultants étaient de 0,6 million de dollars pour la période de neuf mois terminée le 30 décembre 2013, ce qui représente une baisse de 0,2 million de dollars, ou de 20 %, par rapport à ceux de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. La diminution découle principalement de l'achèvement, en 2013-2014, d'engagements de consultation liés à la prestation de services de gestion de contrats dans le cadre de l'initiative d'amélioration des processus administratifs (IAPA), qui constituait une relation stratégique avec TPSGC visant à optimiser l'utilisation des ressources financières de la Corporation à l'appui des responsabilités au titre de l'APPD, de l'aéroport de Quito et du Ghana. En outre, la Corporation a pu négocier des économies importantes sur le plan des services de consultation intérieure liés à la promotion des exportations mise en œuvre en Chine. Les honoraires des consultants, de 0,3 million de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013 étaient identiques à ceux de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012. Les honoraires de consultants complètent l'effectif de la CCC et exécutent des tâches qui demandent une expertise particulière.
- Les charges liées à l'amortissement des immobilisations incorporelles et à la dépréciation des biens et des équipements ainsi qu'aux coûts associés aux améliorations locatives, de 0,2 million de dollars, étaient inférieures de 0,5 million de dollars ou de 79 % pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013 à celles comptabilisées pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Ces charges, de 42 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, étaient inférieures de 160 000 \$ ou de 79 % aux charges enregistrées pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012. Le système de planification des ressources de l'organisation (PRO) qui a été mis en œuvre en 2008, en même temps que des mises à jour connexes, avait été entièrement amorti à la fin de l'exercice 2012-2013.
- Les coûts des logiciels, du matériel informatique et des services de soutien ont totalisé 0,3 million de dollars, sans compter les coûts du personnel de gestion de l'information déjà comptabilisés dans la rémunération du personnel ou les honoraires des consultants, pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, ce qui correspond pratiquement au montant enregistré pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Les coûts des logiciels, du matériel informatique et des services de soutien ont été de 23 000 \$, c'est-à-dire qu'ils sont demeurés pratiquement les mêmes pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013 et pour les trois mois terminés le 31 décembre 2012.
- Les autres charges, de 0,7 million de dollars, ont été environ les mêmes pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013 et pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Les autres charges de 0,2 million de dollars étaient identiques pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013 et pour les trois mois terminés le 31 décembre 2012. Les autres charges incluent les frais liés aux communications de la Corporation (commercialisation, publicité, conception et impression de documents promotionnels), les frais des télécommunications et les frais bancaires.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre, la direction n'a pas engagé de dépenses de remédiation de contrats de même que la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012.

Crédits parlementaires

La Corporation recevra des crédits parlementaires à hauteur de 15,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2013-2014, soit 173 000 \$ de plus qu'à l'exercice précédent. L'écart favorable reflète le montant établi et distribué par le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) pour les conventions collectives signées ou les ajustements de rémunération effectués entre le 1^{er} août 2012 et le 31 juillet 2013. Les crédits sont répartis en versements mensuels égaux tout au long de l'année. La somme versée pendant la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, de 11,6 millions de dollars, correspond au même montant que pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, la somme versée a été de 3,9 millions de dollars, ce qui correspond au montant versé pendant la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012.

Analyse de l'État de la situation financière

Sommaire de la situation financière

	31 décembre 2013 (M\$)	31 mars 2013 (M\$)	% Augmentation (diminution)
Actif total	739,1 \$	1 172,6 \$	(37 %)
Passif total	689,0 \$	1 122,2 \$	(39 %)
Capitaux propres	50,1 \$	50,4 \$	(<1 %)

Au 31 décembre 2013, l'actif total de la CCC s'élevait à 739,1 millions de dollars. Il était donc de 433,5 millions de dollars ou de 37 % inférieur à sa valeur au 31 mars 2013. Cette baisse est liée à une diminution depuis le 31 mars 2013 du montant des paiements progressifs aux exportateurs canadiens de 342,1 millions de dollars, ou 41 %, compensée par une diminution depuis le 31 mars 2013 de tous les autres éléments d'actif combinés de 91,4 millions de dollars, ou 27 %.

Au 31 décembre 2013, le passif total de la CCC était de 689,0 millions de dollars, soit de 433,2 millions de dollars ou de 39 % inférieur à sa valeur au 31 mars 2013. Cette diminution est due à une baisse du montant des paiements progressifs des clients étrangers de 342,5 millions de dollars ou de 41 %, compensée par une diminution nette de 90,7 millions de dollars ou de 32 %, par rapport au 31 mars 2013, de tous les autres éléments de passif combinés.

À titre d'intermédiaire commercial international, la CCC compense ses éléments d'actif liés au commerce par des éléments de passif équivalents. Par conséquent, les créances des clients étrangers et les paiements progressifs aux exportateurs canadiens sont

normalement compensés par les crédateurs et les charges à payer aux exportateurs canadiens ainsi que par les paiements progressifs des clients étrangers, respectivement.

Les créances des clients se sont chiffrées à 114,6 millions de dollars, une baisse de 32,3 millions de dollars, ou de 22 %, par rapport au solde au 31 mars 2013, et représentent 16 % des actifs totaux de la Corporation, qui s'élèvent à 739,1 millions de dollars. Les créateurs et les charges payables ont totalisé 91,2 millions de dollars, une baisse de 29,7 millions, ou de 25 %, par rapport au solde au 31 mars 2013, et comptent pour 13 % du passif total de la Corporation, qui s'élève à 689,0 millions de dollars.

Les paiements progressifs aux exportateurs canadiens de 498,0 millions de dollars représentent 41 % de l'actif total de 739,1 millions de dollars. Les paiements progressifs des clients étrangers, de 500,3 millions de dollars, représentent 41 % du passif total de 689,0 millions de dollars. Aux termes des contrats, les paiements progressifs visent surtout le secteur d'activité lié à l'APPD, et ils sont transférés intégralement à l'exportateur canadien. Du total des paiements progressifs aux exportateurs canadiens et des paiements progressifs reçus des clients étrangers, 356,5 millions de dollars, ou 71 % sont liés à l'important contrat de 2,22 milliards de dollars visant la fourniture de VBL, conclu avec l'organisation des ventes militaires à l'étranger du DoD.

Les avances de clients étrangers, totalisant 95,4 millions de dollars, ont diminué de 59,4 millions de dollars, ou de 38 %, par rapport au solde enregistré au 31 mars 2013. Les avances aux exportateurs canadiens, de 70,6 millions de dollars, ont diminué de 52,8 millions de dollars ou de 43 % par rapport à leur solde au 31 mars 2013. Des 95,4 millions de dollars en avances de clients étrangers, 76,9 millions de dollars, ou 81 %, sont liés à des projets avec la Colombie, le Ghana, le Mexique, la Norvège et le Pérou. De celles-ci, 67,7 millions de dollars, ou 96 % ont été transférés aux exportateurs canadiens. Les avances ne font pas partie des dispositions prévues dans les modalités des contrats du secteur d'activité APPD. Dans ses autres secteurs d'activité, pour atténuer ses risques, la CCC retient, pour la plupart des projets, les paiements anticipés effectués par les clients étrangers et ne les transfère aux exportateurs canadiens que lorsque ces derniers ont rempli leurs obligations contractuelles. Cela explique les variations observées d'une période à l'autre.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, les capitaux propres de la CCC, tous détenus par le gouvernement du Canada, ont été de 50,1 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 0,2 million de dollars par rapport au 31 mars 2013, tel que présenté en détail dans l'Analyse de l'état du résultat global. Les capitaux propres de la CCC couvrent les risques commerciaux inhérents à son portefeuille de contrats non exécutés, lesquels se chiffraient à environ 1,60 milliard de dollars au 31 décembre 2013. Il est bon de souligner qu'en 2009-2010, la CCC a signé le contrat sur les VBL avec l'organisation des ventes militaires à l'étranger du DoD des États-Unis, que la valeur potentielle maximale de ce contrat est de 2,22 milliards de dollars, et qu'au 31 décembre 2013, sa partie exécutée se chiffrait à 1,60 milliard de dollars. La partie non exécutée du contrat compte pour 37 % des engagements non réalisés de la Corporation.

Analyse de l'état des flux de trésorerie

Sommaire des flux de trésorerie

Source (utilisation) de la trésorerie	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE		
	31 décembre 2013 (M\$)	31 décembre 2012 (M\$)	% Augmentation (diminution)	31 décembre 2013 (M\$)	31 décembre 2012 (M\$)	% Augmentation (diminution)
Activités opérationnelles	(4,6) \$	(8,4) \$	37 %	(6,4) \$	25,3 \$	(131 %)
Activités d'investissement	- \$	- \$	- %	- \$	(0,1) \$	101 %
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	0,2 \$	0,1 \$	253 %	0,3 \$	- \$	2133 %

Activités opérationnelles

En général, la Corporation paye les exportateurs canadiens dans les 30 jours suivant la réception d'une facture et des pièces justificatives, conformément aux modalités des contrats conclus en vertu de son programme principal relatif à l'APPD. Elle peut donc utiliser sa propre trésorerie pour payer les exportateurs canadiens le 30^e jour et payer l'intérêt de ses créances lorsqu'il y a des retards dans le recouvrement et que le paiement n'est reçu par le client étranger qu'après le délai de 30 jours. Dans le cas de certains contrats (qui ne font habituellement pas partie du programme relatif à l'APPD), la Corporation ne paye les exportateurs canadiens qu'après avoir reçu le paiement du client étranger. Compte tenu du moment des rentrées de fonds et des paiements, l'exécution réelle des transactions s'étend souvent sur plusieurs périodes de référence, de sorte que l'on peut observer de grandes variations des flux de trésorerie d'une période à l'autre. Dans le cas visé, la trésorerie est momentanément comptabilisée dans l'opération à la fin d'une période jusqu'à ce que le paiement soit fait à l'exportateur canadien, conformément aux termes du contrat, tôt dans la période suivante.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, la CCC a inscrit des sorties de fonds de 6,4 millions de dollars au titre de ses activités opérationnelles, alors qu'elle avait inscrit des rentrées de 25,3 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Cela représente une diminution de 31,7 millions de dollars. Les paragraphes ci-après renferment des précisions :

- Les montants reçus des clients étrangers comprennent l'argent reçu pour les livraisons et les avances, tel que stipulé dans le contrat avec le client étranger. Les montants reçus des clients étrangers ont été de 1 144,1 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, soit de 838,2 millions de dollars ou 42 % inférieurs aux montants reçus des clients étrangers pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Cette diminution reflète la tendance

à la baisse de la valeur des opérations commerciales pendant la période de livraison restante aux termes du contrat important visant les VBL.

- Les paiements aux fournisseurs canadiens incluent les montants en espèces payés pour les livraisons et les avances, conformément aux modalités du contrat interne. Les paiements aux fournisseurs canadiens se sont chiffrés à 1 148,2 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, ce qui est de 813,2 millions de dollars ou de 41 % inférieur à la valeur enregistrée pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012. Cette diminution reflète la tendance à la baisse de la valeur des opérations commerciales pendant la période de livraison restante aux termes du contrat important visant les VBL.
- Pendant la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, par rapport à la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012, la baisse des montants reçus de clients étrangers a été supérieure à la baisse des paiements aux fournisseurs canadiens. Cela a eu pour effet de réduire le solde de trésorerie de 25,0 millions de dollars. En plus de la réduction du solde de trésorerie de 25,0 millions de dollars liée à la diminution des opérations d'exportations, on a constaté une réduction de 6,7 millions de dollars du solde de trésorerie découlant de la réduction cumulée des intérêts créditeurs, des frais de services, de l'utilisation de la trésorerie pour les paiements administratifs, des paiements progressifs et des autres produits reçus. La diminution de 6,7 millions de dollars a été attribuée en grande partie à un contrat important signé et exécuté en entier pendant la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012, ce qui représentait des frais réalisés d'une manière abrégée et accélérée pendant la période de l'année précédente.

Pendant la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, la CCC a inscrit des sorties de fonds de 4,6 millions de dollars au titre de ses activités opérationnelles, alors qu'elle avait inscrit des sorties de 8,4 millions de dollars pendant la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012, ce qui représente une augmentation de 3,8 millions de dollars. Les paragraphes ci-après renferment des précisions :

- Les montants reçus des clients étrangers comprennent l'argent reçu pour les livraisons et les avances, tel que stipulé dans le contrat avec le client étranger. Les montants reçus des clients étrangers ont été de 381,3 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, soit 287,7 millions de dollars ou 43 % de moins que pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012. Cette diminution reflète la tendance à la baisse de la valeur des opérations commerciales pendant la période de livraison restante aux termes du contrat important visant les VBL.
- Les paiements aux fournisseurs canadiens incluent les montants en espèces payés pour les livraisons et les avances, conformément aux modalités du contrat interne. Les paiements aux fournisseurs canadiens ont été de 385,5 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, soit de 296,7 millions de dollars ou de 43 % inférieurs aux paiements enregistrés pour la période de trois

mois terminée le 31 décembre 2012. Cette diminution reflète la tendance à la baisse de la valeur des opérations commerciales pendant la période de livraison restante aux termes du contrat important visant les VBL.

- Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, par rapport à la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012, la baisse des paiements reçus de clients étrangers a été inférieure à la diminution des paiements aux exportateurs canadiens. Cela s'est donc traduit par une affectation de 9,0 millions de dollars de la trésorerie pour financer les opérations d'exportation.
- Les rentrées de fonds de 9,0 millions de dollars liées aux opérations d'exportation ont été compensées par une diminution de 5,2 millions de dollars de la trésorerie découlant des intérêts créditeurs, des frais de service, de l'affectation de fonds à des paiements administratifs, de paiements progressifs reçus et versés et d'autres produits combinés.

Activités d'investissement

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012, la Corporation avait capitalisé une somme de 0,1 million de dollars au titre de la propriété, de l'équipement et des actifs incorporels. Elle n'a capitalisé qu'un montant négligeable à ce titre pendant la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Ceci se traduit par une utilisation négligeable de la trésorerie dans le cadre d'activités d'investissement.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012, la Corporation avait capitalisé une somme négligeable au titre de la propriété, de l'équipement et des actifs incorporels; cependant, elle n'a capitalisé aucune somme à ce titre pendant la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, ce qui n'a eu aucune incidence sur la trésorerie.

Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, la CCC a enregistré un gain de change de 0,3 million de dollars lié à l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. La valeur du dollar canadien, qui était de 0,9843 \$US, le 31 mars 2013, n'était plus que de 0,9402 \$US, le 31 décembre 2013. Cela se traduit par une source de fonds de 0,3 million de dollars, par rapport à la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012.

Comparaison des résultats financiers et du budget du Plan d'entreprise 2013-2014 à 2017-2018

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, les opérations commerciales totales (y compris les opérations liées aux services d'approvisionnement), de 1 171,2 millions de dollars, ont été de 14,2 millions de dollars ou de 1 % supérieures à ce qui était prévu dans le budget.

Les frais de service, de 8,9 millions de dollars, ont été supérieurs aux frais prévus dans le budget de 1,0 million de dollars, ou 13 %. Les frais de service sont comptabilisés comme des produits lorsque les travaux prévus par contrat sont exécutés ou terminés. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, les frais générés par le secteur d'activité ACI ont été de 0,9 million de dollars ou de 49 % supérieurs aux frais prévus dans le budget, principalement en raison des frais liés au Programme de contrats à Cuba, qui ont été de 0,7 million de dollars ou de 46 % supérieurs aux frais prévus dans le budget. La Corporation continue de financer des opérations dans le cadre de ce Programme et elle percevra des frais de financement connexes jusqu'à ce que le volet lié au financement du Programme soit transféré à Exportation et développement Canada (EDC). Les frais de service générés par les autres secteurs d'activité ont été supérieurs, de 0,1 million de dollars aux frais de service prévus dans le budget. Ce résultat s'explique par le fait que plus d'étapes (associées au paiement de frais de service) que prévues ont été franchies pendant la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013.

Les résultats pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013 incluent un gain de change de 0,3 million de dollars découlant des fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain. La valeur du dollar canadien a en effet diminué, passant de 0,9843 \$US, le 31 mars 2013, à 0,9402 \$US, le 31 décembre 2013. La Corporation gère ses gains et ses pertes sur les opérations de change en surveillant ses soldes en devises étrangères à découvert et en conservant ces derniers à des niveaux négligeables. Elle n'établit pas de budget pour les gains ou les pertes de change.

La Corporation n'avait pas enregistré de dépenses de remédiation des contrats en date du 31 décembre 2013 et elle reportera leur comptabilisation jusqu'à ce que des montants réels soient ou puissent être déterminés. Par conséquent, les dépenses de remédiation des contrats se sont établies à un montant inférieur de 75 000 \$ au montant prévu au budget. Ce résultat témoigne des pratiques de gestion du risque efficaces de la Corporation, y compris de son nouveau cadre de gestion du risque d'entreprise (GRE) et de ses pratiques améliorées en matière de gestion des contrats.

Les frais de service, de 21,4 millions de dollars, ont été inférieurs de 0,6 million de dollars ou de 3 % aux frais prévus dans le budget de 22,0 millions de dollars. Les charges directes comptabilisées, de 14,2 millions de dollars, ont été inférieures de 0,2 million de dollars ou de 2 % aux charges directes prévues dans le budget. Les charges indirectes enregistrées, de 7,2 millions de dollars, sont inférieures de 7,6 millions de dollars ou de 0,4 % aux charges indirectes prévues dans le budget. Ce résultat reflète la capacité de la direction de contrôler ses dépenses en fonction de ses recettes.

Tel qu'expliqué dans la section crédits parlementaires de l'analyse de l'état du résultat global, la Corporation a obtenu l'approbation nécessaire pour recevoir des crédits parlementaires à hauteur de 15,7 millions de dollars pendant l'exercice 2013-2014, crédits qui seront répartis en versements mensuels égaux tout au long de l'année. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, le montant versé a été de

11,6 millions de dollars, ce qui correspond à ce qui avait été prévu pour cette période dans le budget.

Prévisions pour 2013-2014

Pour l'exercice qui prendra fin le 31 mars 2014, la Corporation prévoit un excédent opérationnel de 1,7 million de dollars, comparativement à un excédent opérationnel de 1,3 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2013. L'excédent de 1,7 million de dollars représente une amélioration importante par rapport au déficit de 1,4 million de dollars prévu et établi dans le Plan d'entreprise 2013-2014 à 2017-2018 approuvé par le Conseil d'administration.

Pour l'exercice 2013-2014, on s'attend à ce que les produits prévus, déduction faite du coût des opérations commerciales, s'élèvent à 14,5 millions de dollars, soit 1,8 million de dollars ou 11 % de moins que le résultat obtenu pour l'exercice 2012-2013. Cette diminution est attribuable en grande partie à un contrat important signé et exécuté en entier pendant la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012, ce qui représentait des frais réalisés d'une manière abrégée et accélérée pendant la même période de l'exercice précédent. En outre, les opérations liées à l'aéroport de Quito et à la central au Ghana se sont poursuivies pendant la période de l'exercice précédent, mais représentaient très peu d'exigences restantes en matière d'exécution en 2013-2014. L'on s'attend donc à ce que les frais de service perçus en 2013-2014 soient bas, compte tenu de la longue durée nécessaire pour que les projets actuellement à l'étude par la Corporation se concrétisent par des contrats d'approvisionnement en infrastructure.

En ce qui concerne les charges, tout comme en 2012-2013, la CCC ne s'attend pas à engager des dépenses de remédiation de contrats en 2013-2014. Cette prévision témoigne de la grande importance qu'accorde la CCC à la gestion du risque dans toutes ses activités. Ce montant est réaliste compte tenu du portefeuille actuel de projets actifs et potentiels de la CCC, de la solidité de son cadre de GRE, ainsi que des investissements continus qu'elle réalise en vue d'améliorer ses pratiques de vérification préalable et de gestion des contrats.

Les frais d'administration devraient s'établir à 28,2 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 2,2 millions ou de 7 % par rapport aux frais d'administration enregistrés en 2012-2013. Une part importante de cette baisse est liée aux économies réalisées grâce à l'attrition, puisque les postes libérés en 2012-2013 n'ont pas été dotés. Une nouvelle réduction de 0,7 million de dollars résulte des frais non récurrents additionnels qui avaient été engagés en 2012-2013 liés au versement d'indemnités de départ aux termes de la convention collective nouvellement signée.

Tel qu'indiqué précédemment, des crédits parlementaires à hauteur de 15,7 millions de dollars ont été approuvés pour l'exercice 2013-2014, soit 173 000 \$ de plus que pour l'exercice 2012-2013. L'écart favorable reflète le montant établi et distribué par le

Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) pour les conventions collectives signées ou les ajustements de rémunération effectués entre le 1^{er} août 2012 et le 31 juillet 2013.

Engagement de la CCC à l'égard de la gestion du rendement et du risque

La CCC gère toute une série de risques en s'efforçant de remplir son mandat, lequel consiste à promouvoir et à faciliter le commerce international pour le compte des exportateurs canadiens. La stratégie adoptée pour gérer ces risques est décrite en détail dans le rapport financier annuel 2012-2013 de la Corporation, ainsi que dans le sommaire de son Plan d'entreprise de 2013-2014.

Le gouvernement des États-Unis conserve la cote AAA auprès de la plupart des agences de notation et obtient la cote AA+ auprès d'une agence. Ces cotes continuent de répondre aux exigences de la politique de la CCC sur le crédit.

Aucuns nouveaux changements importants, risques ou incertitudes n'ont été cernés pendant les périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2013, par rapport à ceux qui avaient été présentés ou traités auparavant.

Déclaration de la responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. Elle est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers trimestriels. Ces états financiers trimestriels n'ont pas été vérifiés ou examinés par un vérificateur externe.

À notre connaissance, les états financiers trimestriels non vérifiés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière et des résultats et flux de trésorerie de la Corporation, à la date donnée et pour la période visée.

Président et chef de la direction,



Marc Whittingham

Vice-président, Risque et finance, et chef de la direction financière,



Anthony Carty

Ottawa, Canada

Le 12 février 2014

État de la situation financière (non vérifié)

Au (en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013	31 mars 2013
Actif		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	54 988 \$	61 068 \$
Créances (notes 5 et 10)	114 570	146 907
Avances aux exportateurs canadiens	70 628	123 436
Paiements progressifs aux exportateurs canadiens	498 034	840 148
	738 220	1 171 559
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	919	1 046
Actifs incorporels	-	-
	919	1 046
	739 139 \$	1 172 605 \$
Passif		
Passifs courants		
Créditeurs et charges à payer (notes 5 et 10)	91 218 \$	120 961 \$
Avances des clients étrangers	95 360	154 799
Paiements progressifs des clients étrangers	500 254	842 769
Avantages du personnel (note 6)	508	1 984
	687 340	1 120 513
Passifs non courants		
Avantages du personnel (note 6)	1 430	1 428
Provision pour dépenses de remédiation des contrats (notes 7 et 8)	235	296
	1 665	1 724
	689 005	1 122 237
Capitaux propres		
Surplus d'apport	10 000	10 000
Bénéfices non répartis	40 134	40 368
	50,134	50,368
	739 139 \$	1 172 605 \$

Éventualités et garanties (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La publication de ces états financiers a été approuvée le 12 février 2014 :

Président et chef de la direction,



Marc Whittingham

Vice-président, Risque et finance, et chef
de la direction financière,



Anthony Carty

État du résultat global (non vérifié)

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	2012 Redressé (note 3)	2013	2012 Redressé (note 3)
Produits				
Opérations commerciales - contrats de maître d'œuvre (note 9)	412 874 \$	532 406 \$	1 134 725 \$	1 804 790 \$
Moins : coût des opérations commerciales - contrats de maître d'œuvre	(412 874)	(532 406)	(1 134 725)	(1 804 790)
Frais de service (note 9)	2 793	5 119	8 862	11 082
Autres produits (note 9)	49	95	170	179
Produits financiers, nets (note 12)	53	94	176	262
Gain (perte) de change	201	57	305	(15)
	3 096	5 365	9 513	11 508
Charges				
Frais d'administration (note 11)	7 152	7 713	21 358	22 487
Dépenses de remédiation des contrats	-	-	-	-
	7 152	7 713	21 358	22 487
Services d'approvisionnement international pour clients gouvernementaux				
Transactions relatives aux services d'approvisionnement (note 9)	5 894	3 515	36 507	12 698
Moins : coût des transactions relatives aux services d'approvisionnement	(5 894)	(3 515)	(36 507)	(12 698)
	-	-	-	-
Résultats d'exploitation nets avant crédits parlementaires	(4 056)	(2 348)	(11 845)	(10 979)
Crédits parlementaires (note 13)	3 870	3 870	11 611	11 611
Résultats d'exploitation nets	(186) \$	1,522 \$	(234) \$	632 \$
Autres éléments du résultat global (perte)				
Éléments qui ne seront pas reclassés dans les résultats d'exploitation nets				
Perte actuarielle sur l'obligation des avantages du personnel	-	-	-	-
Résultat global total (perte)	(186) \$	1,522 \$	(234) \$	632 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des variations des capitaux propres (non vérifié)

Pour les trois mois et les neufs mois terminés le 31 décembre, 2013

(en milliers de dollars canadiens)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Total
Solde au 30 septembre 2013	10 000 \$	40 320 \$	50 320 \$
Résultats d'exploitation nets	-	(186)	(186)
Perte actuarielle sur l'obligation des avantages du personnel	-	-	-
Résultat global total (perte)	-	(186)	(186)
Solde au 31 décembre 2013	10 000 \$	40 134 \$	50 134 \$
Solde au 31 mars 2013	10 000 \$	40 368 \$	50 368 \$
Résultats d'exploitation nets	-	(234)	(234)
Perte actuarielle sur l'obligation des avantages du personnel	-	-	-
Résultat global total (perte)	-	(234)	(234)
Solde au 31 décembre 2013	10 000 \$	40 134 \$	50 134 \$

Pour les trois mois et les neufs mois terminés le 31 décembre, 2012

(en milliers de dollars canadiens)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Total
Solde au 30 septembre 2012	10 000 \$	38 555 \$	48 555 \$
Résultats d'exploitation nets	-	1,522	1,522
Perte actuarielle sur l'obligation des avantages du personnel	-	-	-
Résultat global total	-	1,522	1,522
Solde au 31 décembre 2012	10 000 \$	40 077 \$	50 077 \$
Solde au 31 mars 2012	10 000 \$	39 445 \$	49 445 \$
Résultats d'exploitation nets	-	632	632
Perte actuarielle sur l'obligation des avantages du personnel	-	-	-
Résultat global total	-	632	632
Solde au 31 décembre 2012	10 000 \$	40 077 \$	50 077 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie (non vérifié)

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Recettes des clients étrangers	381 301 \$	666 668 \$	1 144 130 \$	1 933 505 \$
Paiements progressifs, nets	(43)	2 343	(401)	2 335
Produits financiers, nets (note 12)	53	94	176	262
Frais de service et autres produits reçus	2 842	5 214	9 032	11 261
Paiements aux exportateurs canadiens	(385 484)	(679 833)	(1 148 228)	(1 912 584)
Paiements administratifs	(7 119)	(6 790)	(22 706)	(21 061)
Crédits parlementaires	3 870	3 870	11 611	11 611
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités opérationnelles	(4 580)	(8 434)	(6 386)	25 329
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	-	1	(79)
Acquisition d'actifs incorporels	-	(1)	-	(7)
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'investissement	-	(1)	1	(86)
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	201	57	305	(15)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(4 379)	(8 378)	(6 080)	25 228
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	59 367	92 091	61 068	58 485
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice (note 4)	54 988 \$	83 713 \$	54 988 \$	83 713 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers provisoires condensés non vérifiés

Le 31 décembre 2013

1. Nature, organisation et financement

La Corporation commerciale canadienne (« la Corporation ») a été établie en 1946 en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (« la Loi ») et est une société d'État mandataire visée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est établie au Canada et son siège social se trouve au 50, rue O'Connor à Ottawa, en Ontario. La Corporation exerce ses activités principalement au Canada et dispose de bureaux supplémentaires en Asie et d'une représentation dans les Caraïbes.

La Corporation agit généralement comme maître d'œuvre lorsque des gouvernements étrangers, des organisations internationales ou des acheteurs étrangers du secteur privé veulent acheter des produits et services du Canada par l'entremise du gouvernement canadien. La Corporation conclut des contrats avec ces clients étrangers ainsi que des contrats d'approvisionnement correspondants avec des exportateurs canadiens. De plus, la Corporation conclut des accords de services d'approvisionnement visant à fournir des biens et des services destinés à être utilisés à l'échelle internationale au nom du gouvernement du Canada et de gouvernements étrangers.

Les activités de la Corporation sont financées principalement au moyen de crédits parlementaires et des produits générés par les frais de service facturés.

En septembre 2008, la Corporation, de même qu'un certain nombre d'autres sociétés d'État, a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2008-1598) en application de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, intitulée *Décret d'instruction pour les sociétés d'État mères impliquées dans des prêts commerciaux à prendre en considération l'intégrité personnelle de ceux à qui ils prêtent ou offrent des avantages en accord avec la politique du gouvernement pour améliorer la responsabilité et l'intégrité des institutions fédérales*. La Corporation a, depuis, mis en œuvre l'instruction, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

La Corporation n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Normes de présentation

Conformité aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les présents états financiers provisoires condensés ont été préparés conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Secrétariat du Conseil du Trésor basé sur les conventions comptables des Normes internationales d'information financière (IFRS), adoptées dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2013. Ces états financiers provisoires condensés ne

comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers complets de l'exercice et doivent être lus en parallèle avec le rapport annuel et les états financiers vérifiés de la Corporation en date du 31 mars 2013.

Base d'évaluation

Les états financiers sont fondés sur la base du coût historique, à l'exception des postes qui suivent de l'État de la situation financière, tel que permis par les IFRS et dans la mesure où ils sont importants :

- Les instruments financiers dérivés, comptabilisés à leur juste valeur.
- Les instruments financiers à leur juste valeur par le biais du résultat net, évalués à leur juste valeur.
- Les passifs liés aux avantages du personnel accumulés relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, comptabilisés à la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies.
- La provision relative aux dépenses de remédiation des contrats, évaluée en fonction de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs prévus.

Établissement d'estimations et exercice du jugement

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement, établisse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les conventions comptables et les montants des actifs et des passifs déclarés et sur l'information à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et charges déclarés au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de façon notable de ces estimations pouvant avoir un impact significatif sur les montants s'y reliant dans les états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes font l'objet d'un examen approfondi sur une base continue, en date des états financiers. Tout changement aux estimations est comptabilisé dans les états financiers pour la période où il est constaté et pour les périodes futures si celles-ci sont également visées. La direction a utilisé des estimations pour déterminer la vie utile des biens et équipements, les actifs incorporels, les passifs liés aux avantages du personnel, la provision relative aux dépenses de remédiation de contrats, les engagements relatifs aux contrats de location et les éventualités, et elle a exercé son jugement quant à la provision relative aux dépenses de remédiation de contrats.

Des renseignements sur les domaines où la direction a exercé son jugement et où elle utilise dans une grande mesure des estimations et des hypothèses sont inclus dans les notes qui suivent :

Note 6 – Prestations de retraite et avantages sociaux

Note 7 – Provision pour dépenses de remédiation des contrats

Note 15 – Éventualités et garanties

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Corporation sont le dollar canadien.

3. Principales conventions comptables

Les principales conventions comptables appliquées dans la préparation des présents états financiers provisoires condensés sont conformes à celles décrites dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2013.

Correction d'erreurs de comptabilité relevées pour les périodes antérieures

La Corporation a redressée de façon rétrospective les postes comparatifs en date du 31 mars 2012 dans les états financiers vérifiés pour l'exercice qui a pris fin le 31 Mars 2013 pour corriger les erreurs suivantes de la période précédente qui ont également touché les états financiers intermédiaires non vérifiés pour l'exercice 2012-2013 publiés antérieurement.

- i) Le 15 mars 2012, une entente de supplément au prix du contrat (SPC) d'une valeur de 65 millions de dollars américains a été signée pour régler une plainte formulée en raison de retards dans les travaux liés à des événements politiques imprévus. La demande relative au SPC n'a pas été considérée comme une modification au contrat sur le moment, et donc n'a pas été comptabilisée entièrement dans les registres de la Corporation en date du 31 mars 2012.

La demande relative au SPC aurait dû être considérée comme une modification au contrat et a donc résulté au redressement des postes et des informations à présenter qui suivent pour l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 2012 :

- Les avances aux exportateurs canadiens et les avances des clients étrangers avaient été surestimées dans l'État de la situation financière et ont toutes deux été réduites de 42 781 000 \$.

- ii) À la suite de l'examen des transactions aux fins de démarcation de l'exercice, des erreurs ont été cernées qui, bien que négligeables individuellement se devaient, dans leur ensemble, d'être corrigées dans les états financiers de la Corporation publiés antérieurement.

Ces problèmes de démarcation de l'exercice ont donc résulté au redressement des postes, et des informations à présenter qui suivent, pour les trois et neuf mois terminés le 31 décembre 2012:

- Les créances et les créditeurs et charges à payer avaient été sous-estimés dans l'État de la situation financière et ont tous deux été augmentés de 2 109 000 \$.
- Les paiements progressifs aux fournisseurs et les paiements progressifs des clients avaient été surestimés dans l'État de la situation financière et ont été réduits de 8 435 000 \$.
- Les opérations commerciales – contrats de maître d'œuvre et le coût des opérations commerciales – contrats de maître d'œuvre, dans l'État du résultat global avaient été sous-estimés pour les trois mois terminés le 31 décembre 2012 et ont tous deux été augmentés de 1 481 000 \$, et avaient été surestimés pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2012 et ont tous deux été réduits de 3 909 000 \$

Dans l'ensemble, il n'y a pas d'impact sur le résultat global total publiés antérieurement (précédemment : résultats d'exploitation nets et résultat global) et sur les bénéfices non répartis.

Le tableau qui suit illustre les ajustements réalisés à l'État de la situation financière pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2012:

Redressement de l'État de la situation financière (non vérifié)

Au (en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2012	Impact du redressement	31 décembre 2012 Redressé
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	83 713 \$	-	83 713 \$
Créances	157 942	2 109	160 051
Avances aux exportateurs canadiens	130 924	(42 781)	88 143
Paiements progressifs aux exportateurs canadiens	847 079	(8 435)	838 644
	1 219 658	(49 107)	1 170 551
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	1 080	-	1 080
Actifs incorporels	196	-	196
	1 276	-	1 276
	1 220 934 \$	(49 107) \$	1 171 827 \$
Passif			
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	157 126 \$	2 109 \$	159 235 \$
Avances des clients étrangers	160 150	(42 781)	117 369
Paiements progressifs des clients étrangers	849 707	(8 435)	841 272
Avantages du personnel	624	-	624
	1 167 607	(49 107)	1 118 500
Passifs non courants			
Avantages du personnel	2 932	254	3 186
Provision pour dépenses de remédiation des contrats	318	-	318
	3 250	254	3 504
	1 170 857	(48 853)	1 122 004
Capitaux propres			
Surplus d'apport	10 000	-	10 000
Bénéfices non répartis	40 077	(254)	39 823
	50 077	(254)	49 823
	1 220 934 \$	(49 107) \$	1 171 827 \$

Les tableaux qui suivent illustrent les ajustements réalisés à l'État du résultat global pour les trois et les neuf mois terminés le 31 décembre 2012:

Redressement de l'État du résultat global (non vérifié)

Pour les trois mois terminés le 31 décembre (en milliers de dollars canadiens)	2012	Impact du redressement	2012 Redressé
Produits			
Opérations commerciales - contrats de maître d'œuvre (note 9)	530 925 \$	1 481 \$	532 406 \$
Moins : coût des opérations commerciales - contrats de maître d'œuvre	(530 925)	(1 481)	(532 406)
Frais de service	5 119	-	5 119
Autres produits	95	-	95
Produits financiers, nets	94	-	94
Gain de change	57	-	57
	5 365	-	5 365
Charges			
Frais d'administration	7 713	-	7 713
Dépenses de remédiation des contrats	-	-	-
	7 713	-	7 713
Services d'approvisionnement international pour clients gouvernementaux			
Transactions relatives aux services d'approvisionnement	3 515	-	3 515
Moins : coût des transactions relatives aux services d'approvisionnement	(3 515)	-	(3 515)
	-	-	-
Résultats d'exploitation nets avant crédits parlementaires	(2 348)	-	(2 348)
Crédits parlementaires	3 870	-	3 870
Résultats d'exploitation nets	1 522 \$	- \$	1 522 \$
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui ne seront pas reclassés dans les résultats d'exploitation nets			
Perte actuarielle sur l'obligation des avantages du personnel	-	-	-
Résultat global total	1 522 \$	- \$	1 522 \$

Redressement de l'État du résultat global (non vérifié)

Pour les neuf terminés le 31 décembre (en milliers de dollars canadiens)	2012	Impact du redressement	2012 Redressé
Produits			
Opérations commerciales - contrats de maître d'œuvre (note 9)	1 808 699 \$	(3 909) \$	1 804 790 \$
Moins : coût des opérations commerciales - contrats de maître d'œuvre	(1808 699)	3 909	(1804 790)
Frais de service	11 082	-	11 082
Autres produits	179	-	179
Produits financiers, nets	262	-	262
Perte de change	(15)	-	(15)
	11 508	-	11 508
Charges			
Frais d'administration	22 487	-	22 487
Dépenses de remédiation des contrats	-	-	-
	22 487	-	22 487
Services d'approvisionnement international pour clients gouvernementaux			
Transactions relatives aux services d'approvisionnement	12 698	-	12 698
Moins : coût des transactions relatives aux services d'approvisionnement	(12 698)	-	(12 698)
	-	-	-
Résultats d'exploitation nets avant crédits parlementaires	(10 979)	-	(10 979)
Crédits parlementaires	11 611	-	11 611
Résultats d'exploitation nets	632 \$	-	632 \$
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui ne seront pas reclassés dans les résultats d'exploitation nets			
Perte actuarielle sur l'obligation des avantages du personnel	-	-	-
Résultat global total	632 \$	-	632 \$

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie incluent :

(en milliers)	31 décembre 2013		31 mars 2013	
	Devise originale	Dollars canadiens	Devise originale	Dollars canadiens
Dollars américains	27 577	29 331	\$ 21 515	21 859
Dollars canadiens	24 950	24 950	38 975	38 975
Renminbis chinois	3 309	581	568	93
Dollars australiens	133	126	133	141
		54 988	\$	61 068

La Corporation investit dans des dépôts à court terme dans des banques canadiennes. La durée moyenne à l'échéance des dépôts à court terme était de néant jours en date du 31 décembre 2013 (cinq jours au 31 mars 2013), alors que le rendement à l'échéance du portefeuille au 31 décembre 2013 était de néant (0,08 % au 31 mars 2013).

De la trésorerie et équivalents de trésorerie, 31 341 000 \$ en date du 31 décembre 2013 (40 745 000 \$ au 31 mars 2013) correspondent aux avances et retenues reçues de clients étrangers, qui seront versées aux exportateurs canadiens à une date ultérieure, conformément aux contrats. Lorsque le contrat le prévoit, ces fonds peuvent accumuler des intérêts au crédit de l'exportateur canadien ou du client étranger.

5. Créances et créditeurs et charges à payer

Les créances sont fondées sur les conditions normales du commerce international et ne portent habituellement pas d'intérêt. Les créances de la Corporation sont libellées dans les devises suivantes :

(en milliers)	31 décembre 2013		31 mars 2013	
	Devise originale	Dollars canadiens	Devise originale	Dollars canadiens
Dollars américains	70 099	74 558	\$ 100 167	101 770
Dollars canadiens	40 004	40 004	45 127	45 127
Dollars australiens	5	4	5	5
Renminbis chinois	27	4	29	5
		114 570	\$	146 907

Les crédateurs et charges à payer sont exigibles selon les conditions normales du commerce. Les crédateurs et charges à payer de la Corporation sont libellés dans les devises suivantes :

(en milliers)	31 décembre 2013		31 mars 2013	
	Devise originale	Dollars canadiens	Devise originale	Dollars canadiens
Dollars américains	77 672	82 612	\$ 105 601	107 291
Dollars canadiens	8 428	8 428	13 480	13 480
Dollars australiens	138	131	138	146
Renminbis chinois	265	47	208	34
Livres sterling	-	-	6	10
		91 218	\$	120 961
				\$

6. Avantages sociaux

Les employés de la Corporation ont droit à des congés de maladie non acquis, tel que prévu dans les conventions collectives et les conditions d'emploi, ainsi qu'à des indemnités de départ en fonction de leurs années de service et de leur salaire final. Ces régimes d'avantages sont sans capitalisation et n'ont donc pas d'actifs, ce qui résulte en un déficit égal à l'obligation au titre des prestations constituées.

Les indemnités de congés maladie et les indemnités de départ ont une portion courante (payable dans les 12 mois) et une portion non courante et elles sont présentés dans l'État de la situation financière comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013			31 mars 2013		
	Indemnités de congés de maladie	Indemnités de départ	Indemnités totales	Indemnités de congés de maladie	Indemnités de départ	Indemnités totales
Total des avantages sociaux	1 158	\$ 780	\$ 1 938	\$ 1 083	\$ 2 329	\$ 3 412
Moins : portion courante des avantages sociaux	(74)	(434)	(508)	(69)	(1,915)	(1,984)
Portion non courante des avantages sociaux	1 084	\$ 346	\$ 1 430	\$ 1 014	\$ 414	\$ 1 428

L'information concernant le régime relatif aux congés de maladie à long terme et le régime d'avantages postérieurs à l'emploi relatif aux indemnités de départ, en date du 31 mars, est la suivante :

(en milliers de dollars canadiens)	Indemnités de congés de maladie		Indemnités de départ	
	2013	2012	2013	2012
Obligation au titre des indemnités constituées				
Solde au début de l'exercice	909 \$	746 \$	2 079 \$	1 818 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	106	87	188	165
Intérêts débiteurs	36	36	84	87
Avantages payés	(113)	(42)	(170)	(148)
Perte actuarielle	145	82	148	157
Total des avantages sociaux accumulés à la fin de l'exercice	1 083 \$	909 \$	2 329 \$	2 079 \$

Hypothèses économiques

Obligation au titre des indemnités constituées au 31 mars

Taux d'actualisation	3.76 %	4.01 %	3.40 %	3.98 %
Taux d'augmentation économique du barème de rémunération	1.50 %	1.50 %	1.50 %	1.50 %

Coût des indemnités pour l'exercice terminée le 31 mars

Taux d'actualisation	3.76 %	4.01 %	3.40 %	3.98 %
Taux d'augmentation économique du barème de rémunération	1.50 %	1.50 %	1.50 %	1.50 %

Les hypothèses démographiques, y compris les hausses salariales liées à l'ancienneté et à l'avancement, les taux de cessation d'emploi, de retraite, d'invalidité ouvrant droit à pension, de mortalité et les facteurs d'amélioration de la longévité, tirés du rapport actuariel sur le régime de retraite de la fonction publique du Canada, sont également considérés dans l'évaluation actuarielle des avantages du personnel accumulés. Les hypothèses adoptées pour évaluer les indemnités des congés de maladie et les indemnités de départ sont révisées annuellement par la direction et sont appliquées d'une façon consistante. Tout changement à ces hypothèses peut avoir un impact significatif sur les montants s'y reliant dans les états financiers.

Des charges de 25 000 \$ pour les trois mois terminés le 31 décembre 2013 (25 000 \$ au 31 décembre 2012), \$75,000 pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2013 (75 000 \$ au 31 décembre 2012), ont été incluses dans les frais d'administration liés à la rémunération du personnel et aux charges connexes, au titre des indemnités des congés maladie.

7. Provision pour dépenses de remédiation des contrats

La Corporation peut devoir engager des frais de remédiation de contrats lorsque des exportateurs canadiens ne respectent pas les modalités de leurs contrats. La Corporation est la partie demanderesse ou défenderesse dans certaines réclamations et poursuites en

instance. Les dommages et intérêts réclamés par les plaignants peuvent être élevés, mais, en s'appuyant sur l'avis de conseillers juridiques, la direction a enregistré une obligation dans la période visée lorsque les dommages étaient plus probables qu'improbables et que les montants associés pouvaient être raisonnablement estimés.

(en milliers de dollars canadiens)	Réapprovi- sionnement de contrat	Conseils juridiques	Total
Solde au 31 mars 2013	-	\$ 296	\$ 296
Provision utilisée pendant l'exercice	-	(61)	(61)
Solde au 31 décembre 2013	-	\$ 235	\$ 235

La direction a exercé son jugement pour déterminer si une provision devait être comptabilisée ou divulguée au regard de la probabilité qu'un paiement soit requis pour régler l'obligation et qu'une estimation fiable du montant puisse être faite. L'estimation de la direction de la provision est assujettie à de nombreuses incertitudes, y compris concernant le moment et le montant réel du versement.

Aucun contrat déficitaire n'a été relevé en date du 31 décembre 2013 et du 31 mars 2013.

8. Gestion du capital

L'objectif de la Corporation à l'égard du capital est de préserver et de renforcer son capital au moyen d'une gestion prudente des risques. Ceci, auquel s'ajoute la mise en œuvre de stratégies pour optimiser les excédents opérationnels, garantit la disponibilité de capital pour faciliter les investissements et pour atténuer toutes pertes possibles liées au risque opérationnel, au rendement des fournisseurs et au risque de crédit.

Les stratégies clés utilisées par la Corporation pour gérer son capital incluent : le contrôle des dépenses de remédiation de contrats; le maintien d'un équilibre entre une croissance avisée et les charges d'exploitation; la réduction au minimum de l'exposition au risque de change; l'optimisation des produits d'intérêts. La Société peut retourner au gouvernement une partie du capital qui excède le montant requis aux fins pour lesquelles elle a été fondée.

La Corporation n'est pas sujette à des exigences externes en matière de capital. L'apport en capital de la Corporation se répartit comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013	31 mars 2013
Surplus d'apport	10 000 \$	10 000 \$
Bénéfices non repartis	40 134	40 368
Provision pour dépenses de remédiation de contrats	235	296
	50 369 \$	50 664 \$

9. Opérations commerciales, frais de service, autres produits et opérations liées aux services d'approvisionnement

La Corporation facilite la vente de produits canadiens à des clients étrangers, y compris des gouvernements, des organismes internationaux et d'autres acheteurs, et tire des produits découlant des opérations commerciales liées aux contrats de maître d'œuvre, des frais de service et d'autres produits. La Corporation réalise également des transactions d'approvisionnement internationales pour des clients gouvernementaux.

Le profil par région géographique s'établit comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	2013			2012		
	Produits*	Services d'approvision- nement international	Total	Produits*	Services d'approvision- nement international	Total
États-Unis	301 219 \$	-	301 219 \$	406 436 \$	-	406 436 \$
Amérique du Sud	60 537	-	60 537	7 793	-	7 793
Amérique centrale et Caraïbes	44 582	942	45 524	54 492	712	55 204
Afrique	8 466	1 263	9 729	61 973	75	62 048
Europe	63	3 116	3 179	43	2 239	2 282
Canada	404	528	932	460	363	823
Asie	439	45	484	6 442	126	6 568
Autres	6	-	6	(19)	-	(19)
	415 716 \$	5 894 \$	421 610 \$	537 620 \$	3 515 \$	541 135 \$

* Les produits comprennent les produits découlant des opérations commerciales, les frais de service et les autres produits.

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre (en milliers de dollars canadiens)	2013			2012 Redressé (note 3)		
	Produits*	Services d'approvision- nement international	Total	Produits*	Services d'approvision- nement international	Total
États-Unis	860 870	\$ -	\$ 860 870	\$ 1 508 753	\$ -	\$ 1 508 753
Amérique centrale et Caraïbes	138 060	6 168	144 228	128 021	2 908	130 929
Amérique du Sud	122 310	525	122 835	71 874	-	71 874
Europe	1 863	23 006	24 869	167	8 770	8 937
Afrique	10 094	1 984	12 078	85 929	100	86 029
Asie	8 905	976	9 881	18 971	177	19 148
Canada	1 273	3 848	5 121	1 402	743	2 145
Autres	382	-	382	934	-	934
	1 143 757	\$ 36 507	\$ 1 180 264	\$ 1 816 051	\$ 12 698	\$ 1 828 749

* Les produits comprennent les produits découlant des opérations commerciales, les frais de service et les autres produits.

La valeur des contrats signés se distingue des produits. Elle correspond à la valeur des contrats et modifications signés et prenant effet, laquelle a atteint \$794 million de dollars pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2013 (\$698 million de dollars au 31 décembre 2012).

10. Gestion du risque et instruments financiers

Les instruments financiers que détient la Corporation l'exposent au risque de crédit, au risque de marché et au risque de liquidité. Le Conseil d'administration exerce une surveillance sur le cadre de gestion du risque de la Corporation, dont il examine, approuve et suit les politiques en la matière, y compris le programme de gestion du risque d'entreprise en cours d'élaboration, dans le cadre duquel on déterminera la tolérance au risque de l'organisation, les effets de divers risques et des plans d'action afin d'atténuer les risques qui excèdent le seuil de tolérance de la Corporation.

Le Comité de vérification de la Corporation surveille le respect par la direction des politiques et des procédures de la Corporation en matière de gestion du risque, et il examine périodiquement la pertinence du cadre de gestion du risque en fonction des risques auxquels s'exposent la Corporation. Le Comité de vérification est appuyé dans son rôle de surveillance par la fonction de vérification interne de la Corporation. Les vérifications internes prennent la forme à la fois d'examens réguliers et d'examens spéciaux des contrôles et des procédures de gestion des risques, et les rapports qui en résultent sont présentés au Comité de vérification.

La section qui suit décrit les risques associés aux instruments financiers de la Corporation et la façon dont celle-ci gère son exposition aux risques.

a) Risque de crédit

Il s'agit du risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Ce risque est principalement associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie et aux créances des clients de la Corporation. La valeur comptable des actifs financiers figurant dans les états financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Corporation investit des fonds excédentaires pour toucher des produits financiers en vue de maintenir le principal et de fournir suffisamment de liquidités pour répondre à ses besoins de trésorerie. La Corporation réduit au minimum son exposition au risque de crédit découlant du placement des fonds de trésorerie en respectant sa politique en matière de placement, laquelle prévoit des mécanismes de placement approuvés et des limites de portefeuille. La Corporation investit des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une banque canadienne à charte. Les placements doivent maintenir les cotes de solvabilité aux seuils ou au-dessus des seuils définis par au moins deux des agences énumérées ci-dessous :

Cote de Moody's : P1

Cote de Standard and Poor's (S&P) : A1

Cote de Dominion Bond Rating Service (DBRS) : R1 (faible)

Créances

L'exposition de la Corporation au risque de crédit lié aux créances dépend essentiellement des caractéristiques démographiques de sa clientèle. La Corporation gère généralement le risque de crédit associé aux clients étrangers en consentant des modalités de comptes ouverts aux parties bénéficiant d'une cote de crédit accordée par Moody's d'au moins AAA et en exigeant des garanties lorsque la cote est sous ce seuil. Durant les neuf mois terminés le 31 décembre 2013, 76% (84%, le 31 décembre 2012) des produits de la Corporation provenaient de clients cotés AAA.

L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances par région géographique en se répartit comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013		31 mars 2013	
États-Unis	65 442	\$	96 867	\$
Amérique centrale et Caraïbes	34 667		38 001	
Afrique	8 709		128	
Canada	1 990		2 217	
Asia	1 545		3 481	
Europe	1 168		1 769	
Amérique du Sud	1 041		4 436	
Autres	8		8	
	114 570	\$	146 907	\$

Les créances sont fondées sur des conditions normales en commerce international et ne portent habituellement pas d'intérêt. Le profil d'échéance des créances de la Corporation était le suivant :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013		31 mars 2013	
< 1 an	113 670	\$	146 019	\$
> 1 an < 3 ans	900		888	
	114 570	\$	146 907	\$

Les créances sont considérées comme étant en souffrance quand le payeur n'a pas versé la somme due avant la date d'échéance prévue par le contrat. Le classement chronologique des créances en souffrance de la Corporation était le suivant :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013		31 mars 2013	
< 30 jours	6 547	\$	19 146	\$
> 30 jours et < 180 jours	12 406		15 273	
> 180 jours	3 919		4 496	
	22 872	\$	38 915	\$

Avances et paiements progressifs aux exportateurs canadiens

L'exposition au risque de crédit liée aux avances et aux paiements progressifs aux exportateurs canadiens est atténuée par la nature adossée des obligations contractuelles de la Corporation ainsi que par des retenues de garantie.

Garanties

Concernant la gestion du risque de crédit lié à ses obligations contractuelles en cours, la Corporation peut exercer un recours sur une base contractuelle contre des fournisseurs canadiens découlant, à tous les égards importants, des obligations prévues dans les contrats et de même valeur. En outre, pour atténuer davantage son risque de crédit global, la Corporation peut aussi, selon les résultats de sa vérification préalable, exiger des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

Le profil de l'ensemble des garanties dont dispose la Corporation aux fins de l'exécution des contrats, dans le cas improbable où une entreprise canadienne ne remplirait pas ses obligations contractuelles était le suivant :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013	31 mars 2013
Retenues de garantie	6 609 \$	9 381 \$
Garanties bancaires	24 397 \$	39 146 \$
Cautions	88 055 \$	84 064 \$
Cautions de sociétés mères	290 813 \$	346 125 \$
Autres	12 242 \$	12 897 \$

Les montants susmentionnés se rapprochent de la juste valeur des garanties retenues.

b) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Il comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix. La Corporation n'est pas exposée à d'autres risques de prix significatifs.

i) Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Afin de gérer le risque de change, les contrats avec des clients étrangers et les contrats réciproques avec des exportateurs canadiens sont ordinairement conclus dans la même devise. Dans certains cas où le paiement entre les parties est effectué en devise différente, la Corporation peut conclure des contrats de change à terme. La Corporation a recours à ces techniques pour

transférer le risque de change à l'exportateur canadien, ce qui permet une exposition nette minime.

ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les futurs flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. L'exposition de la Corporation à ce risque vient du fait qu'elle investit des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie. La Corporation réduit au minimum les risques associés aux fluctuations des taux d'intérêt en investissant dans des dépôts temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une banque canadienne à charte.

Dans le cadre d'une série spécifique de contrats de financement, inclus dans les créiteurs et charges à payer, la Corporation devait néant au 31 décembre 2013 (néant, le 31 mars 2012), dont néant, en date du 31 décembre 2013 (néant, le 31 mars 2012), portent des intérêts aux coûts du financement plus 0,20 %.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La Corporation réduit au minimum le risque de liquidité lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie en respectant sa politique en matière de placement, laquelle prévoit des mécanismes de placement des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une banque canadienne à charte.

Concernant ses obligations contractuelles en cours, la Corporation peut exercer un recours sur une base contractuelle contre des fournisseurs canadiens découlant, à tous les égards importants, des obligations prévues dans les contrats réciproques à ceux intervenus avec les clients étrangers de même valeur. En outre, pour atténuer davantage son risque de liquidité global, la Corporation peut aussi, selon les résultats de sa vérification préalable, exiger des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

La *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* permet à la Corporation d'emprunter auprès du Trésor ou de conclure d'autres arrangements de crédit ou des indemnités avec d'autres sources pour un montant ne dépassant pas 90 millions de dollars.

- i) La Corporation a une marge de crédit renouvelable lui donnant accès à des fonds de l'ordre de 40 millions de dollars canadiens ou l'équivalent américain. L'endettement dans le cadre de cette entente est non garanti, et ce mécanisme de crédit ne comporte aucune date d'expiration. Au 31 décembre 2013, aucun prélèvement n'avait été effectué sur cette marge de crédit (néant au 31 mars 2013).

- ii) La Corporation conclut des arrangements d'actualisation avec garantie avec une institution financière, jusqu'à un maximum de 15 millions de dollars au 31 décembre 2013 (15 millions de dollars au 31 décembre 2012), pour appuyer son programme de financement commercial.

En outre, la Corporation conclut d'autres arrangements de crédit, jusqu'à un maximum de 25 millions de dollars au 31 décembre 2013 (25 millions de dollars au 31 mars 2013), où les opérations sont entièrement assurées par une société d'État apparentée bénéficiant d'une cote de crédit de AAA de Moody, ce qui atténue tout risque de liquidité lié à son programme de financement commercial. La Corporation a enregistré de charge de néant pour les trois mois terminée le décembre 31 2013 (néant au 31 décembre 2012) et de charge de néant pour les neuf mois terminée le décembre 31 2013 (16 000 \$ - recouvrement de charge au 31 décembre 2012) en lien avec son programme de financement commercial.

Créditeurs et charges à payer

Les créateurs sont exigibles selon les conditions normales de commerce. Le profil d'échéance des créateurs de la Corporation était le suivant :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013	31 mars 2013
< 1 an	91 218 \$	120 961 \$
	91 218 \$	120 961 \$

Dans le cadre d'une série spécifique de contrats liés au programme de financement commercial de la Corporation, inclus dans les créateurs et charges à payer, la Corporation devait néant au 31 décembre 2013 (néant, au 31 mars 2013), dont néant au 31 décembre 2013 (néant, au 31 mars 2013) portent un intérêt au coût du financement plus 0,20%. La Corporation a également accès à un certain nombre de valeurs commerciales si la partie étrangère ne rembourse pas ces créances. Le montant des créances impayées offertes en garantie conformément à ces ententes au 31 décembre 2013 s'élevait à 32 999 000 \$ (36 706 000 \$ au 31 mars 2013) et se présentait comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013	31 mars 2013
< 1 an	32 099 \$	35 818 \$
> 1 an et < 3 ans	900	888
	32 999 \$	36 706 \$

11. Frais d'administration

Les frais d'administration comprennent le suivant:

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés		Pour les neuf mois terminés	
	le 31 décembre		le 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Rémunération du personnel et charges connexes	4 733	\$ 5 055	\$ 14 023	\$ 13 913
Services de gestion des contrats	756	910	2 831	3 163
Loyer et frais connexes	586	542	1 692	1 754
Frais de déplacement et accueil	490	477	1 094	1 261
Consultants	280	282	642	798
Logiciels, matériel informatique et soutien	23	31	327	337
Communications de l'entreprise	76	49	144	89
Amortissement	42	202	126	604
Autres charges	166	165	479	568
	7 152	\$ 7 713	\$ 21 358	\$ 22 487

12. Produit financiers, nets

La Corporation a enregistré un produit financier et des coûts pour les instruments financiers suivants :

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés		Pour les neuf mois terminés	
	le 31 décembre		le 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Actifs financiers				
- Produits financiers de la trésorerie et équivalents de trésorerie	185	\$ 94	\$ 307	\$ 262
Passifs financiers				
- Coûts financiers des créditeurs et autres passif	130	-	130	-
	55	\$ 94	\$ 177	\$ 262

13. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires, consentis par le Parlement du Canada, de 3 870 000 \$ pour les trois mois terminés le 31 décembre 2013 (3 870 000 \$ en date du 31 décembre 2012) et de 11 611 000 \$ pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2013 (11 611 000 \$ en date du 31 décembre 2012) sont inclus dans les résultats d'exploitation nets.

14. Opérations entre parties liées

La Corporation est liée, pour ce qui est de la propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Elle participe à des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités selon les mêmes modalités qui

s'appliquent aux parties non liées. Ces opérations se rapprochent de la juste valeur. Les opérations importantes prises isolément et les opérations importantes prises dans leur ensemble sont présentées ci-dessous.

En raison de toutes les opérations entre parties liées, les montants à recevoir de ces parties et les montants qui leur sont dus incluent respectivement sous créances et créditeurs sont les suivants :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013	31 mars 2013
Créances	954 \$	891 \$
Créditeurs	2 150 \$	477 \$

a) Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) assure à la Corporation des services de gestion de contrats et d'autres services administratifs à des taux négociés qui reflètent la juste valeur.

Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2013, le coût de ces services s'est élevé à 765 000 \$ (917 000 \$ en date du 31 décembre 2012) et à 2 858 000 \$ pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2013 (3 191 000 \$ en date du 31 décembre 2012) et il est inclus dans les frais d'administration.

b) PPP Canada Inc.

La Corporation a un protocole d'entente avec PPP Canada Inc. pour la prestation de services partagés principalement dans les domaines de la technologie de l'information, de la gestion des ressources humaines, des finances et de l'approvisionnement, des services juridiques, de la recherche et des communications, de la gouvernance et de la gestion des installations. Cette entente produit des économies d'échelle pour les deux organisations.

Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2013, le produit lié à la prestation de ces services s'est établi à 187 900 \$ (187 500 \$ en date du 31 décembre 2012) et 562 900 \$ pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2013 (562 500 \$ en date du 31 décembre 2012) est inclus dans les frais de service.

c) Autre

Les opérations commerciales, les frais de service et les opérations associées aux services d'approvisionnement, découlant de la facilitation par la Corporation de la vente de produits canadiens à des clients étrangers et les autres activités internationales, comprennent les opérations avec les entités gouvernementales liées suivantes :

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	2012	2012	2012
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada	5 895 \$	2 371 \$	15 928 \$	5 996 \$
Ministère de la Défense nationale	363 \$	100 \$	369 \$	100 \$
Ministère de l'Environnement	- \$	- \$	- \$	8 \$

Par ailleurs, la Corporation participe à des programmes d'échange de ressources humaines avec les ministères et organismes suivants : Affaires étrangères et Commerce, et Développement Canada et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

15. Garanties

Dans son rôle de maître d'œuvre, la Corporation a l'obligation contractuelle d'exécuter de nombreux contrats conclus avec des clients étrangers et de veiller à ce que les conditions du contrat soient respectées, quelle que soit la qualité du rendement de l'exportateur canadien. La Corporation doit également exécuter des obligations contractuelles liées à la prestation de services d'approvisionnement internationaux pour des clients gouvernementaux.

La valeur totale du portefeuille de contrats de maîtrise d'œuvre et d'approvisionnement qui restait à exécuter était la suivante :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013	31 mars 2013
< 1 an	1 070 757 \$	1 980 641 \$
> 1 an et < 3 ans	530 151	250 933
> 3 ans et < 5 ans	726	7 265
Valeur totale du portefeuille de contrats	1 601 634 \$	2 238 839 \$

16. Chiffres Correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés de façon à être conformes à la présentation des états financiers du présent exercice.